Zeitschrift: Energie extra
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie; Energie 2000
Band: - (2003)
Heft: 5

Artikel: Pas exporter les déchets nucléaires
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-644517

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

TABLE RONDE

Pas exporter les déchets nucléaires

Cinq parlementaires, qui se sont portés à nouveau candidats, ont présenté les grandes lignes de la politique énergétique pour la prochaine législature.

«Pour que l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) puisse fournir des informations optimales aux milieux politiques, il nous importe de connaître les objectifs des différents partis», a relevé Walter Steinmann, directeur de l'OFEN, en ouvrant une réunion à laquelle étaient conviés les collaboratrices et les collaborateurs de l'OFEN et qui s'est tenue le 17 octobre au Casino de Berne. Hans-Luzius Schmid, chef du programme de *SuisseEnergie*, a animé une table ronde à laquelle ont pris part cinq parlementaires: les conseillers nationaux Hajo Leutenegger (PRD, ZG), Rudolf Rechsteiner (PS, BS), Christian Speck (UDC, AG) et Franziska Teuscher (AVeS, BE), ainsi que le conseiller aux Etats Rolf Escher (PDC, VS).

Les députés ont présenté brièvement leurs objectifs en matière de politique énergétique pour la prochaine législature. Tandis que Franziska Teuscher s'est ralliée aux thèses de son parti, les autres parlementaires ont défendu des points de vue plus personnels. Trois aspects ont été mis en évidence:

■ **Régulation du marché de l'électricité:** les partis bourgeois attachent une grande importance à une ouverture réglementée du marché et à la mise en place de prix du courant compétitifs pour l'économie. Ils misent sur des coopérations suisses et européennes. Quant aux partis de gauche, ils défendent un approvisionnement sûr et écologiquement supportable de la population.

■ **Réduction des émissions de CO_2:** les objectifs de la Confédération en matière de CO_2 n'étant pas atteints, la mouvance gauche-verte mise sur une taxe écologique sur le CO_2. Elle estime qu'il ne s'agit pas là d'un impôt déguisé; au contraire, quiconque aura un comportement sensé en matière écologique sera récompensé sur le plan financier. Misant sur les mesures librement consenties, les partis bourgeois redoutent la taxe sur le CO_2 en raison de ses éventuelles répercussions sur l'économie.

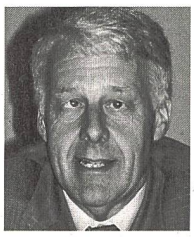
■ **Entreposage des déchets de centrales nucléaires:** les déchets nucléaires ne seront pas exportés dans des pays tiers; les partis politiques sont unanimes à ce sujet. Tandis que les partis bourgeois entendent clarifier définitivement la question de l'emplacement, la gauche met en garde contre toute solution excluant un programme de désaffectation des centrales nucléaires; celle-ci pourrait en effet être interprétée comme un passe-droit en faveur de l'énergie nucléaire.

Ouvrir, tirer la leçon, rechercher

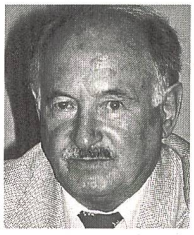
Ce que les parlementaires disent de la politique énergétique.

Rudolf Rechsteiner (PS, BS):
«A moyen terme, les nouvelles constructions et les bâtiments rénovés devraient satisfaire le standard MINERGIE».

Rolf Escher (PDC, VS):
«Nous devons ouvrir progressivement le marché de l'électricité. Dès 2007, les gros clients et les PME devraient pouvoir acheter du courant en toute liberté».



Hajo Leutenegger (PRD, ZG):
«En matière de politique énergétique, je mise tout sur la recherche et le développement. Aucun mode de production n'est à exclure».



Christian Speck (UDC, AG):
«Nous avons tiré les enseignements de l'échec de la LME: le nouveau projet de loi devra satisfaire également les consommateurs finaux d'électricité».

Franziska Teuscher (AVeS, BE):
«L'étiquetteEnergie pour les appareils électroménagers et les nouveaux véhicules est judicieuse. Seuls des produits des classes A et B devraient être vendus en Suisse».

AIE

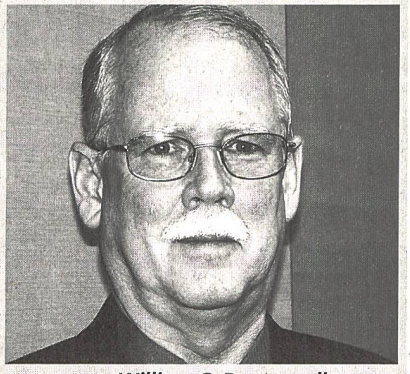
Eloges et critiques

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) passe au crible la politique énergétique suisse.

L'AIE, dont le siège se trouve à Paris, a été créée en 1974, suite au premier choc pétrolier. Cette agence est notamment chargée d'analyser ponctuellement la politique énergétique de ses 26 Etats membres. Celle de la Suisse a été examinée à la loupe pendant une semaine en novembre 2002. Le rapport dû à un groupe d'experts international a été publié début septembre.

L'AIE approuve la décision de la Suisse de garder ouverte l'option nucléaire, ainsi que le nouvel élan donné à l'ouverture du marché de l'électricité. Elle loue également le plan helvétique d'approvisionnement en cas de crise, notamment le maintien de réserves de pétrole supérieures aux 90 jours exigés par l'AIE. Quant au programme *SuisseEnergie*, il a lui aussi droit à des éloges de l'agence. Selon les propres termes de William C. Ramsey, directeur suppléant de l'AIE, «le programme mérite d'être reconnu». Toutefois, il risque de ne pas suffire pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO_2 de la Suisse.

Critiques. Le rapport contient par ailleurs des critiques. Ainsi, les prix suisses du mazout comptent parmi les plus avantageux des Etats membres de l'OCDE, en raison notamment d'un taux d'imposition extrêmement bas. Une telle situation dissuade d'économiser l'énergie et d'utiliser des énergies alternatives produisant moins de CO_2. L'AIE recommande sinon à la Suisse de privilégier encore plus les mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie plutôt que les sources d'énergie renouvelables, et de se préoccuper nettement plus de l'efficacité énergétique de l'électricité et du gaz.



William C. Ramsay, directeur suppléant de l'AIE, incite à mettre les bouchées doubles: «En dépit de tous les efforts accomplis, des mesures supplémentaires de plus longue portée s'imposent pour atteindre les objectifs de SuisseEnergie.»